



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale  
& pays baltes**

Veille régionale  
du pôle

# Développement durable

Juillet-Août 2025

# Sommaire

---

<b>Focus - énergie</b> .....	<b>3</b>
<b>Autres faits saillants</b> .....	<b>4</b>
POLOGNE .....	4
HONGRIE .....	9
TCHÉQUIE .....	12
SLOVAQUIE .....	16
LITUANIE .....	21
LETTONIE .....	22
ESTONIE .....	23
<b>Agenda</b> .....	<b>25</b>

**6 cm**

**C'était le niveau de la Vistule à la station de Varsovie-Bulwary le 27 août**

**Le niveau le plus bas depuis le début des mesures en 1951**

**40 MW**

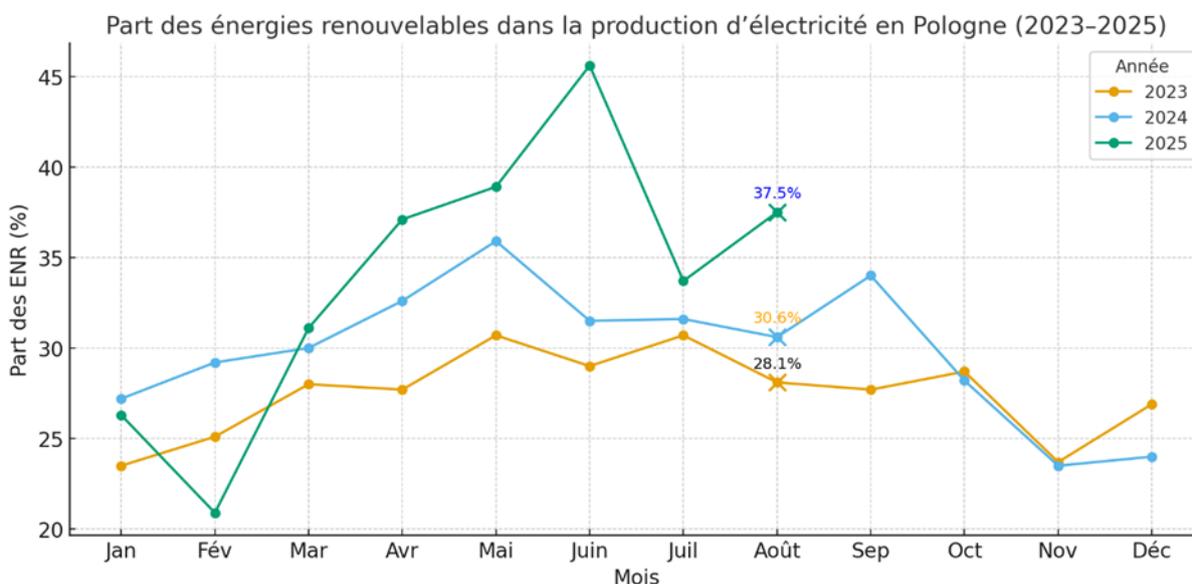
**C'est la capacité du système de stockage électrique installé par le groupe MET**

**Le plus grand système de stockage électrique de Hongrie**

# Focus - énergie

## Mix énergétique polonais entre progrès et dépendance

En juin 2025, le mix électrique polonais atteignait 45 % d'énergies renouvelables grâce à une production éolienne exceptionnelle. La tendance s'est inversée en juillet avec près de 67 % du mix provenant des fossiles, le solaire ayant atteint un record sans compenser la baisse de l'éolien. Cette évolution illustre la **dépendance persistante au charbon et la forte variabilité du mix**. En août, la part des renouvelables a toutefois rebondi à 37,5 %, en nette progression par rapport à 30,6 % en 2024, confirmant une dynamique structurelle de hausse malgré les fluctuations mensuelles.



## Panne massive du réseau électrique en Tchéquie

Le 4 juillet 2025, une panne majeure a privé d'électricité près de 1 M de points d'approvisionnement (soit un sixième des connexions) dans cinq régions, dont Prague, à la suite de la chute d'une ligne à haute tension et de l'arrêt de l'unité 6 de la centrale de Ledvice (660 MW). L'incident, qui a touché huit transformateurs, a paralysé le métro et les tramways de Prague, interrompu les trains et coupé environ 1000 antennes mobiles. Plus de 215 personnes ont été secourues dans des ascenseurs. Des hôpitaux et usines (Toyota, Orlen Unipetrol, Spolchemie) ont été contraintes de fonctionner avec des générateurs de secours ou de suspendre leur production. L'opérateur de réseau CEPS a déclaré l'état d'urgence national, avant un rétablissement complet en quelques heures.

# Autres faits saillants

## POLOGNE

### Remaniement gouvernemental

Le Premier ministre Donald Tusk a présenté le 23 juillet un remaniement gouvernemental annoncé depuis plusieurs mois. A part l'octroi du statut de vice-PM au ministre des Affaires étrangères Radosław Sikorski, les principales évolutions structurelles sont dans le champ économique, avec d'une part la juxtaposition de l'économie et des finances, et d'autre part la volonté de consolider les sujets énergétiques dans un ministère dédié. Miłosz Motyka (parti agraire PSL, PPE), ex-vice-ministre Climat-Environnement chargé de l'énergie et des renouvelables, est devenu ministre de l'Énergie. Le nouveau ministère de l'Énergie regroupera initialement le département Energie du ministère du Climat et tous les départements de l'ex-ministère de l'Industrie. Un éventuel amendement à la Loi sur les départements ministériels pourrait ensuite permettre de rapatrier les compétences en matière d'énergies renouvelables, actuellement au ministère du Climat. La ministre du Climat et de l'Environnement Paulina Henning-Kloska et le ministre des Infrastructures Dariusz Klimczak ont gardé leurs postes.

### Nominations

Le 11 août 2025, le Premier ministre Donald Tusk a nommé Renata Mroczek comme présidente du régulateur polonais de l'Énergie URE pour un mandat de cinq ans, faisant d'elle la première femme à ce poste. Juriste et spécialiste du droit de l'énergie, elle était vice-présidente depuis 2024 et avait dirigé la plus grande antenne régionale de l'office à Łódź. Son principal défi sera désormais de régler le litige sur les compensations liées au gel des prix de l'électricité et de renforcer un régulateur fragilisé par la surcharge de missions et le manque de moyens, tout en modernisant son fonctionnement pour accompagner la transition énergétique.

Le 5 août, la ministre du Climat et de l'Environnement, Paulina Hennig-Kloska, a nommé Adam Wasiak au poste de directeur général des Forêts Nationales. Le directeur précédent de l'institution, Witold Koss, a été démis de ses fonctions le 4 août.

Le 7 juillet, Joanna Kopczyńska a été démise de ses fonctions de présidente de l'Entreprise Nationale de Gestion des Eaux « Wody Polskie ». La raison de cette décision n'a pas été communiquée. Kopczyńska occupait ce poste depuis le 11 janvier 2024. Elle a été remplacée par Mateusz Balcerowicz, vice-président de « Wody Polskie » depuis janvier 2024.

### Financements

En juin, le ministère des Fonds et de la Politique régionale a réalisé une consultation publique du Plan Social Climat (PSC) visant à limiter les effets de la mise en œuvre du nouveau système européen d'échange de quotas d'émission (ETS2). Le PSC précise comment seront dépensées les ressources provenant du Fonds Social pour le Climat.

### Concept de développement du pays jusque 2050

Le 25 juillet le conseil des ministres a adopté le Concept de développement du pays jusque 2050 (*KRK2050*) – un document gouvernemental fixant les orientations à long terme du développement de la Pologne. Le *KRK2050* est le premier concept transversal de développement du pays, préparé sur la base d'analyses de scénarios probables pour l'avenir. Il inclut notamment la vision de la Pologne en 2050 comme un état moderne, résilient, climatiquement neutre et solidaire, garantissant une haute qualité de vie à tous ses habitants.

## Énergie

Le 9 juillet 2025, Varsovie a abandonné le projet de création de la NABE, une agence publique qui devait regrouper les actifs charbonniers, jugé non viable ( $\approx 12,8$  Mds€ de pertes d'ici 2040). En substitution, trois mécanismes sont introduits : la prolongation du marché de capacité au-delà de 2028, la création d'un marché de l'élasticité énergétique pour les flexibilités non fossiles, et un mécanisme de décarbonisation combinant soutien transitoire aux centrales charbon et incitations aux investissements bas carbone. La CE avait accordé une dérogation permettant de maintenir les blocs charbon dans le marché de capacité jusqu'à fin 2028 malgré leurs émissions, sous conditions de modernisation et d'analyses de rentabilité. Exploitées 1 000 à 1 500 heures par an, ces unités demeurent stratégiques pour compenser l'intermittence des renouvelables. Le dispositif représentera un coût annuel de 2,0 à 2,14 Mds€, financé par les consommateurs via les tarifs de capacité.

### - électricité

Energa-Operator modernise le réseau électrique : au premier semestre 2025, 1 800 km de lignes ont été construits ou rénovés et 16 700 clients raccordés, avec un objectif annuel de 3 745 km et 30 000 abonnés. L'entreprise reste leader du raccordement des énergies renouvelables avec 10,1 GW déjà intégrés (30 % du total national) et plus de 1 000 MW attendus sur l'année. Son programme d'investissement, soutenu par le Plan national de relance ( $\approx 317$  M€ déjà perçus sur 1,81 Md€ alloués), doit atteindre 9,5 Mds€ d'ici 2035, incluant 21 000 km de lignes et 350 000 nouveaux raccordements.

### - EnR

En juillet 2025, le ministère du Climat a adopté la mise à jour du Plan National Énergie-Climat (KPEiK) 2030-2040, désormais transféré au nouveau ministère de l'Énergie, chargé de sa mise en œuvre. Le document repose sur deux scénarios : WEM, basé sur les seules mesures existantes, permettant une réduction de 43,3 % des émissions d'ici 2030 par rapport à 1990, et WAM, plus ambitieux, visant  $-53,9$  % d'émissions, près de 100 % d'électricité bas carbone en 2040, une baisse de 27 à 29 % des prix de l'énergie et environ 260 Mds€ d'investissements d'ici 2030 dans les renouvelables, l'électrification, les réseaux, le stockage et les nouvelles technologies comme l'hydrogène et le biométhane. La part des renouvelables pour 2030 est toutefois revue à la baisse, à 51,8 % de l'électricité contre 56,1 % initialement. En misant sur les énergies propres, l'efficacité énergétique et l'innovation, le plan entend renforcer la sécurité énergétique, stimuler la compétitivité et améliorer la qualité de vie, notamment en réduisant la pollution et les coûts liés aux événements climatiques extrêmes, tout en fournissant un cadre crédible pour financer et orienter la transition énergétique polonaise conformément aux exigences européennes. Pour rappel, les plans nationaux définitifs devaient être remis par les états membres le 30 juin 2024 au plus tard.

Le 21 août, le nouveau président Karol Nawrocki a opposé son veto à la loi visant à assouplir les réglementations pour la construction de parcs éoliens terrestres. Le projet de loi, considéré comme crucial par le gouvernement pour augmenter la production d'énergie renouvelable et réduire les coûts de l'électricité, aurait réduit la distance requise entre les installations éoliennes et les zones résidentielles de 700 à 500m. Le projet prolongeait également le gel des prix de l'électricité pour les ménages jusqu'à la fin de cette année, à 500 PLN (116€) par MWh net. Le gel actuellement en vigueur prendra fin à la fin septembre.

À Miejska Górka, le groupe Tauron construit la deuxième plus grande ferme éolienne terrestre de Pologne (53 turbines, 190,8 MW, équivalent à 200 000 foyers), dont la mise en service est prévue en 2027, dans le cadre d'une stratégie visant 2,5 GW de capacités renouvelables en 2030 et 4,1 GW en 2035. À Opole, Ignitis Renewables vient d'inaugurer la ferme Silesia II (137 MW, 38 turbines) : associée à Silesia I, elle atteint 187 MW pour un investissement de 240 M€, renforçant la stratégie du groupe d'atteindre 4 à 5 GW de capacités vertes d'ici 2030 (déjà 2,1 GW installés). Enfin, Polenergia, avec Equinor, développe les projets offshore Bałtyk 2 et 3 (1,44 GW) et Bałtyk 1 (1,56 GW), tout en investissant dans le terrestre (67 MW PV, 35 MW solaire, pipeline de 2,3 GW) et dans le stockage (500 MW de batteries, premières mises en service prévues en 2025–2026).

## - nucléaire

Le nucléaire devient un pilier central de la stratégie énergétique polonaise. Le nouveau ministère de l'Énergie actualise le programme d'énergie nucléaire polonais (PPEJ), prépare une loi spécifique pour Choczewo, doit créer un centre de compétences et définir une feuille de route pour les SMR. Le projet de première centrale à Choczewo est en cours de réalisation avec Westinghouse et Bechtel, tandis que le dialogue compétitif pour sélectionner le partenaire pour la deuxième centrale a été lancé cet été. En parallèle, Orlen et Synthos Green Energy ont annoncé la construction à Włocławek de la première centrale nucléaire modulaire (SMR BWRX-300) de Pologne, via leur coentreprise Orlen Synthos Green Energy, avec pour objectif au moins 0,6 GW de capacité installée d'ici 2035.

## - gaz

Le gaz s'impose comme énergie de transition stratégique, soutenu par de nouveaux mécanismes de marché et des alliances internationales. L'enchère du marché de capacité, avec des prix record de 115–126 €/kW/an, a attribué des contrats à PGE, Enea et Energa, assurant la rentabilité des centrales à gaz et créant un cadre favorable aux investissements. ZE PAK conserve son actif gazier d'Adamów et finalise seule la centrale de 600 MW de Turek, confirmant le rôle du gaz comme relais économique et sécuritaire. À l'international, Orlen a renforcé sa coopération avec Naftogaz à travers un mémorandum couvrant l'approvisionnement, l'extraction, la modernisation des infrastructures et les carburants, consolidant sa présence en Ukraine et son rôle dans la sécurité régionale.

## - chauffage

Le 13 août 2025, Polska Spółka Gazownictwa (PSG), filiale d'Orlen et premier distributeur de gaz en Pologne, a annoncé un investissement de près de 4,8 M€ pour deux nouveaux raccordements destinés aux centrales de Tauron Ciepło à Bielsko-Biała et Cieszyn, dans le cadre de la décarbonisation du chauffage en Silésie d'ici 2030. Le premier, déjà opérationnel, alimente deux chaudières à gaz de l'EC2 de Bielsko-Biała et prépare l'installation d'ici 2027 d'une cogénération de 30 MWé/30 MWth, pour un coût de 2,1 M€. Le second, en construction, doit entrer en service fin 2025 pour sécuriser l'approvisionnement de Cieszyn (2,4 M€). En parallèle, PSG planifie d'autres raccordements pour Tauron Ciepło à Jaworzno, Tychy, Zawiercie, Będzin et Katowice. Selon la direction de PSG, ces projets permettront de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et d'intégrer progressivement le biométhane au réseau.

## - hydrogène

La Banque de Développement (BGK) a décidé de la répartition des fonds importants issus du Plan National de Relance et de Résilience, qui seront consacrés à la production d'hydrogène provenant de sources renouvelables. La majeure partie des financements sera allouée à Orlen. Parmi les bénéficiaires figurent également Tauron, Polenergia et Promet-Plast. Le budget de cet appel à projets s'élève à 2,82 Mds PLN (662 M€). Le cofinancement sera accordé sous la forme de subventions non remboursables.

## Logement

Au premier semestre 2025, les promoteurs ont lancé 23 300 nouveaux logements (-20 % sur un an) et vendu environ 18 300 appartements (-10 %), tandis que l'offre a atteint un record de 62000 unités. Le marché se normalise après la fin des programmes de soutien, avec une demande plus prudente. Toutefois, juillet a marqué un rebond des ventes (+32 % par rapport à juin, +59 % par rapport à juillet 2024), laissant entrevoir une reprise soutenue par la baisse des taux d'intérêt et une meilleure accessibilité au crédit.

## Infrastructures

### - CPK

Le projet CPK progresse malgré les débats politiques. Près de 90 % des terrains liés à l'aéroport et à la jonction ferroviaire ouest ont déjà été proposés à l'achat volontaire, et plus de 51 % sont acquis, confirmant l'ancrage territorial du projet. Sur le volet ferroviaire, CPK a signé un

contrat majeur de 0,52 Md€ avec PORR pour la construction d'un tunnel de 4,6 km sous Łódź, élément central de la future ligne à grande vitesse reliant Varsovie, CPK, Łódź puis Wrocław et Poznań à l'horizon 2035.

## Transport

Lors de la réunion du Conseil national de la sécurité routière, qui s'est tenue le 14 juillet en présence du ministre des Infrastructures, une résolution concernant l'introduction de l'obligation du port du casque de protection a été examinée et mise au vote. Il a été décidé à l'unanimité d'imposer le port du casque de protection aux enfants et aux jeunes de moins de 16 ans lorsqu'ils utilisent un vélo, une trottinette électrique ou un dispositif de transport personnel. La procédure législative permettant la mise en œuvre de cette obligation sera lancée à l'automne.

### - maritime

Le 4 août la Cour administrative régionale de Varsovie a rejeté les recours contre la décision environnementale de la GDOŚ (Direction générale de la protection de l'environnement) concernant le terminal à conteneurs de Świnoujście, déposé par des organisations écologistes polonaises et allemandes. La construction du terminal, un des plus grands projets de l'économie maritime polonaise, a été contesté par l'organisation allemande Bürgerinitiative Lebensraum Vorpommern. Selon le ministère des Infrastructures le port à conteneurs à Świnoujście renforcerait la compétitivité de la Pologne dans la région de la Baltique.

### - électromobilité

Le gouvernement a renoncé à travailler sur le projet d'amendement de la loi sur l'électromobilité et les carburants alternatifs visant à simplifier le processus d'installation de bornes de recharge privées pour véhicules électriques dans les immeubles d'habitation collectifs. Un avis défavorable sur le projet du corps national des sapeurs-pompiers et le risque que les solutions proposées suscitent des réactions négatives au sein de la société ont été indiqués comme raison de cette décision.

### - ferroviaire

Alstom a été retenu comme soumissionnaire préféré dans le cadre de l'appel d'offres lancé par PKP Intercity pour la production de 42 trains à deux niveaux, un marché d'une valeur de 1,5 Md€, y compris 30 ans de maintenance. Ce marché représente l'un des plus gros investissements en matériel roulant de l'histoire de l'opérateur. Sa décision peut toutefois faire l'objet d'un recours de Stadler, concurrent d'Alstom dans cet appel d'offres.

Fin juillet, le Syndicat des Conducteurs de Train Polonais (ZZM) a tenu une grève de trois jours contre les négligences systémiques du gouvernement à l'égard du secteur ferroviaire, dont la crise au sein de PKP CARGO, opérateur de fret ferroviaire, est devenue le symbole.

L'opérateur ferroviaire PKP Intercity a noté un résultat record avec plus de 40 M de passagers au premier semestre 2025. De janvier à juin 2025, 40,4 M de passagers ont voyagé à bord des trains de PKP Intercity, soit une hausse de plus de 9 % par rapport à la même période de l'année précédente et de 31 % par rapport à 2023.

A partir du 18 septembre l'opérateur privé tchèque RegioJet lancera ses trains entre Varsovie et Cracovie. La notification accordée à RegioJet par l'Office des transports ferroviaires polonais (UTK) enlève le monopole de l'opérateur national PKP Intercity sur la ligne la plus rentable de la Pologne.

Le vice-ministre des infrastructures Piotr Malepszak a annoncé que cette année l'opérateur PKP Intercity lancera un appel d'offres pour la fourniture de 26 rames à grande vitesse capables d'atteindre une vitesse de 320 km/h. Selon les déclarations précédentes du gouvernement, l'appel d'offres devait être lancé en 2026. Ce marché, avec l'option d'augmenter le nombre d'unités de 20 rames supplémentaires à l'avenir, sera le plus grand investissement prévu dans le cadre de la stratégie actuelle du renouvellement du matériel roulant de PKP Intercity.

## - aérien

Le 16 juin, la compagnie aérienne polonaise LOT a passé une commande auprès d'Airbus pour 20 A220-100 et 20 A220-300. C'est la première fois que la compagnie nationale polonaise choisit des appareils Airbus dans le cadre de la modernisation de sa flotte. Les livraisons des nouveaux appareils débuteront en 2027 et se poursuivront jusqu'en 2031. L'accord pourrait faire l'objet d'une augmentation future à 84 avions A220. Fin août, LOT a annoncé l'achat des 13 avions Boeing 737 MAX 8. Les livraisons de ceux-ci commenceront dès novembre 2025 et s'achèveront en août 2026.

Ryanair et l'aéroport Varsovie-Modlin ont annoncé une coopération à long terme, mettant ainsi fin à un conflit qui durait depuis des années. Selon un nouvel accord, la compagnie irlandaise prévoit de plus que tripler le nombre de passagers — passant de 1,5 M actuellement à plus de 5 M par an d'ici 2030. De son côté, l'aéroport s'est engagé, entre autres, à développer ses infrastructures, y compris le terminal et les postes de stationnement pour les avions. L'opérateur a déclaré un investissement à hauteur de 400 M\$, en augmentant le nombre de ses avions à Modlin de 4 à 8 et en lançant jusqu'à 25 nouvelles lignes.

La société CPK a présenté les dernières données concernant les prévisions de trafic ferroviaire en Pologne jusqu'en 2060. Selon les données du Modèle de Transport des Passagers mis à jour, d'ici dix ans, le trafic ferroviaire atteindra un niveau record avec entre 556 et 630 M de passagers, soit 200 M de plus qu'actuellement.

Au cours du premier semestre 2025, plus de 5,3 M de passagers ont utilisé les services de la compagnie aérienne LOT, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année précédente. LOT reste l'une des compagnies aériennes connaissant la croissance la plus rapide en Europe. En juin 2025, la compagnie aérienne polonaise LOT a transporté plus de 1,1 M de passagers, ce qui constitue une hausse de 8,1 % par rapport à l'an dernier. Au cours de la même période, le nombre d'opérations effectuées a augmenté de 9,1 %. L'aéroport Chopin a terminé le mois de juin avec deux records historiques. Le premier concerne le nombre de passagers enregistrés en un seul mois, qui a augmenté de 13,2 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 2 271 304 personnes. Le second record est le nombre de passagers desservis en une seule journée à l'aéroport Chopin, soit 84 910 voyageurs. Depuis le début de l'année, l'aéroport de la capitale a accueilli au total 11 019 860 passagers. L'aéroport Chopin figure parmi les aéroports à la croissance la plus rapide en Europe.

## - routier

En réponse aux demandes du secteur et en tenant compte du fait que les tarifs des contrôles techniques des véhicules n'ont pas été modifiés depuis 2004, le ministère des Infrastructures a décidé d'augmenter le tarif pour le contrôle des voitures particulières de 98 PLN (23€) à 149 PLN (35€). Les tarifs pour les autres types de contrôles augmenteront proportionnellement. En 2023, les centres de contrôle technique ont tenu une grève contre le gel des prix.

À la fin juillet 2025, le parc de voitures particulières, utilitaires et poids lourds entièrement électriques (BEV) en Pologne comptait 102 915 unités. Le parc de voitures particulières BEV se composait de 93 761 unités (+51 % en glissement annuel), et le nombre d'immatriculations de nouveaux véhicules de ce type s'élevait à 3 813 unités (soit une augmentation de 232 % par rapport à l'année précédente). À la fin juillet 2025, le parc de véhicules utilitaires et poids lourds entièrement électriques a atteint 9 371 unités (+35 % en glissement annuel). Le parc de voitures particulières à hydrogène (FCEV) comptait 494 unités (+108 % en glissement annuel). Les modèles BEV particuliers les plus populaires en juillet 2025 étaient la Citroën C3 (378 immatriculations), la BMW X2 (277 unités) et la BYD Dolphin Surf (203 unités). Sur le podium des marques figuraient BMW, Citroën et BYD. La part de marché des BEV dans les nouvelles immatriculations de voitures particulières en juillet 2025 s'est élevée à 7,6 %, ce qui représente un nouveau record pour le marché polonais de l'électromobilité.

## Environnement

### - qualité de l'air

Le 18 juin, la Commission européenne a saisi la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la Pologne au motif qu'elle n'a pas veillé à ce que les membres du public concerné, y compris les particuliers et les ONG environnementales, puissent contester l'absence ou l'insuffisance des plans relatifs à la qualité de l'air requis par la directive sur la qualité de l'air ambiant (directive 2008/50/CE).

### - déchets

Le problème des décharges illégales de déchets toxiques ainsi que des terrains industriels abandonnés constitue depuis des années un défi pour les collectivités locales en Pologne. Pour remédier à ce problème, une enveloppe de 400 M PLN (94 M€) sera allouée aux collectivités pour l'élimination des décharges illégales et la réhabilitation des terrains industriels dégradés. Les fonds proviennent du budget de l'État, du Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW), ainsi que du Plan National de Relance, et de Résilience et devraient être débloqués dès 2025.

En 2024, la taxe de recyclage sur les sacs plastiques a rapporté près de 180 M PLN (42 M€) au budget de l'État. Selon les estimations du ministère du Climat et de l'Environnement, les recettes provenant de cette taxe devraient rester à un niveau similaire en 2025. Pour les années 2021, 2022 et 2023, les montants perçus étaient respectivement d'environ 172,5 M PLN, 174,5 M PLN et près de 173 M PLN (soit environ 40,6 M€).

### - eau

Le 18 juin, la Commission européenne a décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la Pologne pour défaut d'adoption des lois nationales transposant la refonte de la directive relative à l'eau potable [directive (UE) 2020/2184].

La sécheresse hydrologique devient un problème de plus en plus grave en Pologne. Les dernières mesures du niveau de la Vistule à Varsovie ont battu de nouveaux records de faiblesse. Le 27 août, seuls 6 centimètres d'eau ont été enregistrés à la station de Varsovie-Bulwary, ce qui est le niveau le plus bas depuis le début des mesures en 1951.

## HONGRIE

### Énergie

#### - électricité

Un nouvel appel d'offres, d'un montant total de 50 Mds HUF (125 M€), a été lancé en juin 2025 par le ministère de l'Énergie. Il vise à accélérer la mise en place de capacités de production renouvelable et de stockage énergétique au sein des entreprises. La moitié de cette enveloppe, soit 25 Mds HUF (62,5 M€), est réservée aux PME.

Le dispositif permet aux sociétés éligibles de solliciter une aide comprise entre 10 M HUF (25 000 €) et 1 Md HUF (2,5 M€) par projet. Le soutien couvre à la fois l'installation de solutions de stockage autonomes et la création de centrales solaires, de systèmes éoliens ou de pompes à chaleur, à condition que ces équipements soient couplés à un dispositif de stockage (au minimum 20 % de la puissance installée). Les projets doivent être achevés d'ici au 31 décembre 2027 et respecter des critères de durabilité, notamment l'obligation que 75% de l'énergie stockée provienne de sources renouvelables. Cette initiative doit permettre de réduire la facture énergétique des entreprises, ce qui allégera aussi la pression sur le réseau national et limitera les importations d'énergie.

Le groupe MET a installé le plus grand système de stockage électrique de Hongrie, d'une capacité de 40 MW au sein de sa centrale Dunamenti. Ce projet s'inscrit dans la stratégie européenne de MET qui vise à développer ses capacités de stockage d'énergie. La capacité

totale opérationnelle de stockage du pays a atteint 114 MW, avec pour objectif des autorités d'atteindre 1 GW d'ici 2030.

L'Autorité hongroise de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH) a annoncé que les opérateurs de réseaux de distribution ont respecté les exigences minimales de qualité pour l'approvisionnement en électricité pour l'exercice 2023. Les indicateurs clés, tels que la fréquence et la durée moyenne des interruptions non planifiées, ainsi que les indices de perte en ligne, ont été conformes aux normes établies. Cependant, des défis subsistent pour certains indicateurs de qualité non obligatoires. Par exemple, le temps de réparation des pannes sur les réseaux à moyenne tension n'a pas atteint les niveaux attendus depuis plus de dix ans.

### **- énergie nucléaire**

L'Autorité hongroise de l'énergie nucléaire (OAH) a annoncé l'extension du site temporaire de stockage de combustibles usés (KKÁT), qui accueille les barres de combustible usé en provenance de la centrale de Paks. Quatre nouvelles chambres de stockage seront ajoutées, pour porter la capacité totale de 24 à 28 chambres, soit 11 416 tubes actuellement à 14 228 tubes après l'extension. La nouvelle installation devrait être opérationnelle pour la fin de l'année.

### **- énergies fossiles**

La production de pétrole brut en Hongrie a connu une augmentation notable au premier semestre 2025, avec une progression de 18 % par rapport à la même période en 2024. Elle a en effet dépassé 593 000 t contre 504 000 t l'année précédente. Cette bonne performance tient notamment à la reprise des concessions minières, après une pause de cinq ans, ce qui a permis l'exploitation de nouveaux sites. La Hongrie pourrait enregistrer sa meilleure année de production pétrolière depuis le début du siècle, marquant une tendance positive vers une plus grande indépendance énergétique.

La production de gaz naturel a également augmenté, à 977 M m<sup>3</sup> contre 956 M au premier semestre 2024. Lors de l'exercice 2024, la production totale de gaz naturel a dépassé 1,9 MD m<sup>3</sup>, couvrant plus d'un cinquième de la consommation nationale et près des deux tiers de la demande des ménages.

Le 21 août 2025, les livraisons de pétrole russe vers la Hongrie et la Slovaquie, via l'oléoduc Droujba, ont été interrompues à la suite d'une attaque ukrainienne sur la station de pompage d'Unecha, en Russie. Les raffineries hongroises ont continué à fonctionner grâce à leurs propres réserves stratégiques.

### **- énergies renouvelables**

La filiale hongroise du groupe sino-singapourien Kaishan, KS Orka Hungary, a obtenu une licence d'exploration géothermique dans la région de Tura. L'entreprise y exploite déjà, depuis 2017, la seule centrale géothermique du pays, qui produit également de l'électricité, avec une capacité installée de 3 MW électriques et 7 MW thermiques.

La nouvelle licence couvre un périmètre de 171 m<sup>2</sup>, à des profondeurs comprises entre 250 et 3 500 m. KS Orka prévoit de constituer une équipe chargée de définir les cibles de forage et de préparer les plans d'ingénierie, avant d'acquérir les terrains nécessaires et de lancer les forages d'exploration et de production dès cette année. À terme, l'objectif est d'implanter une centrale géothermique d'une capacité comprise entre 50 et 100 MW.

Les opérateurs de réseaux de chauffage urbain peuvent désormais déposer leurs demandes dans le cadre du programme énergétique Jedlik Ányos. Ce dispositif, dévoilé au début de l'année, regroupe dix appels à projets destinés à stimuler près de 440 Mds HUF (1,1 Md€) d'investissements privés. Depuis le 21 juillet, les producteurs de chaleur urbaine peuvent participer aux nouveaux volets du programme, dont 51 Mds HUF (127,5 M€) réservés à la modernisation des systèmes de chauffage fonctionnant à partir d'énergies renouvelables.

L'Autorité hongroise de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH) a révisé le cadre réglementaire qui régit la délivrance des garanties d'origine. Cette mise à jour étend le dispositif aux centrales nucléaires ainsi qu'aux petites installations domestiques. Cette

réforme renforce l'intégration internationale du système hongrois et assure la négociabilité des garanties d'origine sur le marché européen.

## Environnement

Le mois de juin 2025 a été le plus sec en Hongrie depuis le début des relevés en 1901, avec une pluviométrie nationale moyenne de seulement 12,2 mm, bien en dessous de la moyenne de 71,8 mm enregistrée entre 1991 et 2020, selon HungaroMet. Par ailleurs, la température moyenne nationale pour le mois a atteint 22,3 °C, soit 2,5 °C au-dessus de la moyenne de ces trente dernières années, ce qui fait de juin le deuxième mois le plus chaud depuis le début du 20ème siècle.

La Hongrie a battu son record national de température le 10 août dernier lorsque les thermomètres à Körösladány, dans le comté de Békés, ont atteint 39,9 °C, et dépassé ainsi le précédent record qui datait de 1948.

## Infrastructures ferroviaires

Le gouvernement hongrois a lancé un appel d'offres pour une connexion ferroviaire pour relier la gare Nyugati à l'aéroport international Liszt Ferenc. L'investissement, estimé à 1 Md€, vise à accompagner la forte croissance du trafic, qui a atteint 17,6 M de passagers en 2024 et pourrait grimper à 20 M d'ici 2030.

La rénovation de la gare de Keleti à Budapest commencera le 25 août, a annoncé le PDG de la société ferroviaire étatique MÁV, Zsolt Hegyi. La compagnie consacrerait 4,4 Mds HUF (11 M€) de ses fonds propres à ce projet. Les travaux visent à améliorer la sécurité opérationnelle des équipements et à réduire significativement les pannes et dysfonctionnements.

## Infrastructures routières

Le MEKH a publié un nouveau règlement qui impose la création d'un registre public et unifié des opérateurs de bornes de recharge pour véhicules électriques et des prestataires de services d'électromobilité. L'objectif est de clarifier un marché fragmenté et de soutenir le déploiement des infrastructures pour véhicules électriques, en offrant aux consommateurs, investisseurs et décideurs un panel d'informations complet et transparent sur le marché des bornes de recharges.

Le ministère de la Construction et des Transports a annoncé que des discussions préliminaires sont en cours au sujet de l'autoroute M100, longue de 32 km et qui relie l'autoroute M1 à Esztergom. Le ministre János Lázár a indiqué que le projet pourrait faire l'objet d'une mise en concession des infrastructures, avec un appel d'offres public prévu pour 2026 et un début des travaux dès 2027. Les plans initiaux, abandonnés en 2022 en raison d'un moratoire gouvernemental sur les investissements, prévoyaient un coût de 335 Mds HUF (837,5 M€). La nouvelle proposition, qui intègre de nombreux viaducs et tunnels, estime désormais le coût à 500 Mds HUF (1,25 Md€).

## Transport

### - ferroviaire

La compagnie ferroviaire nationale MÁV a annoncé que sa filiale MÁV Rail Tours procède actuellement aux tests de compatibilité d'une rame CRRC Zemu à deux étages fabriquée en Chine. Ces essais constituent une étape préalable obligatoire avant toute homologation du modèle pour circuler en Hongrie. La MÁV n'a pas donné davantage de détails et n'a pas confirmé de projet d'acquisition. À ce jour, les seuls trains à deux niveaux exploités régulièrement par la société sont les rames électriques KISS, du constructeur suisse Stadler.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, la compagnie ferroviaire Gysev bénéficie d'un contrat pour reprendre l'exploitation de 752 km de lignes de fret dans l'ouest de la Hongrie, auprès de la société nationale MÁV. Les 13 lignes concernées accueillent en moyenne 420 trains par jour sous

MÁV et représentaient près de 10 % du trafic national de fret. Pour le transport de voyageurs, les tarifs resteront identiques sur les lignes exploitées conjointement par MÁV et Gysev.

Le 18 août 2025, le ministère hongrois de la Construction et des Transports a lancé un appel d'offres pour la conception de la modernisation complète des lignes H8 (Gödöllő–Budapest) et H9 (Csömör–Budapest) du réseau HÉV, ainsi que pour la création d'un nouveau dépôt de véhicules. Ce projet concerne environ 27 km de voies et vise à transformer ces lignes en un système ferroviaire urbain-suburbain moderne et plus accessible.

### - urbain

Une inspection technique menée sur la flotte de bus de la BKV a révélé que seulement 22% des véhicules étaient en état satisfaisant, tandis que 22% ont été immédiatement retirés de la circulation pour défauts critiques et 28% doivent passer un contrôle technique dans les 30 jours.

## TCHÉQUIE

### Energie

#### - EnR

Le Sénat a adopté une loi transposant la [directive \(UE\) 2023/2413](#) et créant en Tchéquie des zones d'accélération pour simplifier et accélérer la construction de centrales solaires et éoliennes. Dans ces zones, les projets ne feront plus l'objet d'une évaluation d'impact sur l'environnement (EIE) individuelle, mais seront évalués en amont dans le cadre d'analyses globales. Elles permettront aussi d'autoriser l'installation d'infrastructures associées (raccordement, stockage, transport, mesures d'atténuation).

*Plus d'information : communiqué du [MPO](#)*

#### - biométhane

Le gouvernement a adopté une stratégie nationale pour le biométhane et la chaleur renouvelable, élaborée par le ministère de l'Environnement (MZP), en collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Commerce (MPO) et le ministère de l'Agriculture (MoA). D'ici 2030, la moitié des usines de biogaz devront être transformées en unités de biométhane et 100 nouveaux sites devraient être construits d'ici 2029. Avec une production annuelle visée de 491 M Nm<sup>3</sup>, soit plus de 10 % de la consommation actuelle de gaz naturel, le biométhane contribuera à l'objectif de 30,1% d'EnR dans la consommation finale brute d'énergie. Pour soutenir la filière, des aides au fonctionnement, des incitations à l'investissement, des garanties d'origine et des quotas obligatoires pour les carburants (1,25 % en 2026, 5,5 % en 2030 dont 1 % en H<sub>2</sub> renouvelable ou e-fuels) seront mis en place.

En parallèle, le plan promeut l'usage de la géothermie et de la chaleur résiduelle (pompes à chaleur industrielles, stations d'épuration, centres de données) pour le chauffage urbain et industriel. Ces sources pourraient couvrir 35 % des besoins de chaleur urbaine et 11 % de l'industrie d'ici 2040, permettant une réduction potentielle de 12 % des émissions nationales.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

### Sobriété

#### - écoblanchiment

Le gouvernement a approuvé un amendement à la loi sur la protection des consommateurs et au code civil pour interdire l'écoblanchiment et renforcer la durabilité des produits. L'amendement prévoit une meilleure information des consommateurs sur les options de réparation et prolonge la garantie après réparation de 2 à 3 ans. Les commerçants devront aussi proposer des solutions de livraison plus écologiques. L'amendement, qui doit encore être approuvé par le parlement tchèque, pourrait entrer en vigueur courant 2026.

*Plus d'information : article [Enviweb.cz](#)*

## - gestion des déchets

Le gouvernement tchèque a approuvé le nouveau [Plan de gestion des déchets 2025-2035](#), présenté par le ministère de l'Environnement. Ce document stratégique vise la fin de l'enfouissement, la maximisation du recyclage et la transition vers une économie circulaire. Il prévoit l'extension de la responsabilité élargie des producteurs (REP) au-delà des emballages, batteries et pneus, pour inclure les textiles et chaussures, puis les meubles, jouets et équipements sportifs. L'objectif est de recycler plus de 4 Mt de déchets municipaux en 2035, de valoriser 2 Mt en énergie et de limiter à 300 k T les volumes mis en décharge annuellement. Le plan intègre aussi la réduction des plastiques à usage unique, la réutilisation des matériaux de construction via des passeports numériques, et la lutte contre le gaspillage alimentaire (soutien aux banques alimentaires, dons depuis cantines scolaires). L'analyse économique jointe estime à 159 MdsCZK (~6,4 Mds€) les investissements nécessaires d'ici 2035 pour atteindre les objectifs. Le financement reposera notamment sur le programme opérationnel de l'UE *Environnement 2021-2027*, en attendant la programmation européenne post-2028.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

Face à la hausse des incendies dans les décharges et centres de tri, le ministère de l'Environnement a lancé avec l'Inspection tchèque de l'environnement (CIZP) et le Service de secours d'incendie tchèque (HZS CR) une campagne d'inspections ciblées. Depuis juillet, une dizaine d'anomalies et d'infractions ont été identifiées sur 47 sites contrôlés. Les principales défaillances portent sur le dépassement de capacités autorisées, l'absence d'extincteurs, le non-respect des distances de sécurité et la présence de déchets mal triés, notamment de batteries au lithium, à l'origine de départs de feu.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

## Biodiversité

### - faune

Les Ministres de l'environnement, Petr Hladík, et de l'agriculture, Marek Výborný, ont réuni l'Administration vétérinaire d'État, l'Inspection de l'environnement, des représentants du Ministère des Finances, du parquet et de la police, afin de traiter la question des élevages illégaux de grands carnivores. Bien que la reproduction soit interdite depuis 2022, plus de 40 félins sont déjà nés illégalement depuis, plusieurs exploitations étant actives sans autorisation. Les autorités ont décidé d'accélérer la saisie des animaux, confiée à l'Administration vétérinaire d'État et à l'Inspection de l'environnement. Les animaux confisqués seront transférés vers des centres de sauvetage agréés CITES, des zoos habilités ou placés à l'étranger. Un paquet législatif en préparation permettra de clarifier les compétences.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

## Transport et infrastructures

### - ferroviaire

L'opérateur national České dráhy a notifié à l'Autorité de concurrence UOHS son intention de lancer de nouveaux trains commerciaux sur cinq lignes en open access, notamment : (i) Brno – Bohumín en Moravie, actuellement exploitée par les trains RegioJet en OSP ; (ii) Prague-Bohumín ; (iii) Ostrava-Opava et (iv) Praha – Přerov-Břeclav. L'UOHS devrait procéder à un test d'équilibre économique pour chacune de ces lignes pour vérifier si la mise en service des trains commerciaux ne réduirait pas les revenus des trains subventionnés par les régions dans le cadre d'obligations de service public (OSP).

L'opérateur ferroviaire privé LeoExpress (RENFE) a, quant à lui, notifié son intention exploiter à compter du décembre 2026 douze nouvelles liaisons, dont dix internationales (notamment : Prague-Venise ; Tchop (Ukraine) – Kiel (All.) ; Bratislava-Ostende (Belgique) ; Bratislava-Bâle, Prague-Rijeka (Croatie)...). Dans certains pays, l'opérateur ne dispose pas de licence et devrait coopérer avec d'autres transporteurs. En Tchéquie, l'opérateur cible les lignes

Prague-Plzen et Prague-České Budějovice, les deux exploitées en OSP (des tests d'équilibre économique seront ainsi requis).

L'opérateur privé RegioJet a gagné un lot de cinq lignes rapides dans le nord-ouest du pays (R14A Pardubice – Liberec ; R14B Liberec – Ústí nad Labem ; R21 Prague – Tanvald ; R22 Kolín – Rumburk et R24 Prague – Rumburk), actuellement opérées par Arriva. Le contrat d'OSP, d'une durée de 15 ans (4,5 M km-trains par an) avec un tarif proposé de 6,92 € par train-kilomètre, supérieur de 10 à 20 % à celui d'Arriva, débutera en décembre 2029. RegioJet opérera ces lignes avec du matériel roulant neuf, composé de rames bi-modes (diesel-électrique) ou électriques à batteries, capables de rouler à 160 km/h sous caténaire et 120 km/h sans électrification.

RegioJet a également annoncé ses projets de développer davantage ses activités en Pologne, avec une nouvelle liaison entre Varsovie et Vienne une fois par jour à compter du décembre 2025, et en lançant, dès décembre 2026, les trains reliant Prague à la mer Baltique (Gdynia) via Varsovie.

L'International Finance Corporation (IFC - Groupe de la Banque mondiale), qui avait été sélectionnée par le gestionnaire d'infrastructure SZ comme conseiller en transaction du projet LGV « Moravian Gate » porté par PPP, a choisi le groupe d'ingénierie française Setec International pour l'assister et préparer la partie technique du cahier des charges du projet PPP ainsi que du projet de contrat de concession.

Le gestionnaire des infrastructures ferroviaires Správa železnic continue de procéder à la fermeture de plusieurs lignes, généralement à voie unique en raison de leur état dégradé, des coûts d'entretien et de la fréquentation annuelle. Ainsi le gestionnaire, qui commencera cette année à démanteler trois nouvelles lignes pour les transformer en pistes cyclables, a publié une liste d'onze autres lignes pouvant être transformées sous réserve de l'accord de l'Autorité ferroviaire.

### - routier

Le ministère de l'Environnement a rendu un avis positif pour l'étude sur l'impact environnemental (EIE) relative à l'achèvement de l'autoroute D52 reliant Brno et l'Autriche (A5 vers Vienne). Les travaux sur le tronçon manquant de 23 km devraient commencer en 2026 pour une ouverture de l'autoroute complète en 2032. L'achèvement de l'autoroute D52 a connu de nombreux retards pendant près de 30 ans en raison de nombreux recours initiés à l'encontre du projet.

### - aérien

L'aéroport Václav Havel de Prague a accueilli près de 7,77 M de passagers au cours du 1er semestre de cette année, en hausse de 8 % en g.a. La destination la plus fréquentée reste Londres. Sur l'ensemble de l'année 2025, l'aéroport espère accueillir plus de 18 M de passagers et dépasser le précédent record pré-pandémie de 2019 de 17,8 M atteints.

L'aéroport de Prague versera 2 Mds CZK (~80 M€) de dividendes au titre de l'exercice 2024 à son actionnaire, le ministère des Finances. Ce versement représente 81 % du bénéfice net de l'aéroport réalisé l'an dernier. Le ministère avait initialement prévu une politique de dividendes adaptée pour les années 2023-2027 en fixant un versement de 20 % du bénéfice, et ce notamment pour que l'aéroport puisse financer ses travaux de modernisation.

Smartwings restera dans des mains tchèques : après un examen des conditions de cession, la compagnie Israil Group a mis fin aux négociations relative à l'acquisition de la compagnie aérienne tchèque Smartwings. Il s'agit du deuxième échec des négociations, les premières négociations avaient commencé en 2022 mais avaient échoué en février 2024.

Smartwings a annoncé le lancement de deux nouvelles liaisons à compter du 25 octobre 2025 : Prague - Toulouse et Prague - Bilbao (ESP) avec une fréquence de deux vols aller-retours par semaine. Cette expansion fait suite à la précédente annonce de cinq nouvelles destinations dès l'automne (Bruxelles, Barcelone, Porto, Bucarest et Rome) et au renforcement des opérations sur les liaisons déjà établies (Paris et Malaga), toutes opérées tout au long de l'année.

## - urbain

Hausse de la fréquentation des transports publics : environ 1,1 Md de passagers ont utilisé les transports en commun à Prague en 2024, soit 17,6 M de plus que l'année précédente. Le coût annuel des transports publics de Prague s'est élevé à 26,8 Mds CZK (1,09 Md€), en hausse de 2,6 % par rapport à 2023. Sur ce total, la ville de Prague en subventionne 81,4 %, l'Etat tchèque 1,1 % et 17,5 % sont couverts par les recettes de la vente de billets (4,7 Mds CZK en 2024).

Le plus grand marché de transports publics concernant l'automatisation de la ligne métro C et la livraison des rames automatiques de la ligne métro D, d'une valeur estimée à 86 Mds CZK /~3,4 Mds€, accuse dès à présent un retard par rapport au calendrier initialement fixé. Si la signature du contrat devait intervenir en octobre 2025, la phase de qualification permettant de sélectionner un des deux candidats, Alstom et le groupement Škoda / Siemens Mobility, n'est pas encore achevée et devrait se poursuivre jusqu'à la fin 2025. S'ensuivra une phase de négociations prévue pour durer 18 mois, reportant la signature à la mi- 2027.

L'Autorité de la concurrence UOHS a confirmé le bien-fondé de l'exclusion du groupement PVM (Porr-Vinci-Marti) de l'appel d'offres relatif à la construction du 2ème tronçon de la nouvelle ligne métro D entre Olbrachtova et Nové Dvory. Des expertises et des avis techniques ont confirmé que le calendrier proposé par PVM présentait des lacunes et des irrégularités qui le rendait incompatible avec le cahier des charges, notamment l'absence d'un calendrier des essais et des révisions ou d'un calcul des coûts de maintenance des tunnels après la fin de la construction. Des irrégularités ont également été constatées dans le cas des réserves de temps pour certains travaux. Le groupement PVM qui avait proposé le prix le plus bas (27,8 Mds CZK/1,13 Md€) peut encore faire appel auprès du président de cette autorité.

## - fluvial

La Direction du transport fluvial a chiffré à 3 Mds CZK (~120 M€) les frais de la construction d'une nouvelle écluse à Děčín permettant d'assurer la navigabilité tout au long de l'année sur l'Elbe entre Ustí n. Labem et la frontière allemande. Le transport fluvial sur cette portion souffre de fréquentes interruptions dues à la sécheresse. Les travaux permettraient de transporter les marchandises lourdes et surdimensionnées, notamment les équipements pour l'industrie nucléaire ou des matières premières stratégiques telles que le pétrole en provenance de Hambourg par exemple. Le projet, qui fait actuellement l'objet d'études d'impact sur l'environnement (EIE), pourrait démarrer en 2032.

## Fonds européens

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MPO) a lancé le [3ème appel à projets](#) doté de 1,5 Md CZK (60 M€) pour soutenir la construction de centrales éoliennes dans le cadre du programme opérationnel *Technologies et applications pour la compétitivité* (PO TAK). Les demandes peuvent être déposées depuis le 14 juillet 2025 et jusqu'au 9 juillet 2026 via le portail ISKP2021+. L'aide couvrira jusqu'à 65 % des coûts éligibles selon la taille de l'entreprise, pour des projets compris entre 3 M CZK (~120 k€) et 500 M CZK (~20 M€), avec un plafond de 30 M€ par entreprise. L'appel est administré par l'[Agence pour l'entrepreneuriat et l'innovation](#).

*Plus d'information : communiqué du [MPO](#)*

Le ministère de l'Environnement a lancé quatre nouveaux appels à projets dans le cadre du programme opérationnel *Environnement*, pour un montant total de 370 M CZK (~14,8 M€). Les subventions financeront la prévention des inondations (100 M CZK, ~4 M€), la stabilisation des pentes à risque et la prévention des glissements de terrain (150 M CZK, ~6 M€), ainsi que des projets de restauration de la nature et de lutte contre les espèces invasives (120 M CZK, ~4,8 M€). Un appel spécifique (100 M CZK) vise la gestion des zones protégées et la création de zones humides. Les demandes pourront être déposées depuis août 2025 et jusqu'en janvier 2026 via le [portail EST KP21+](#).

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

Le ministère de l'Environnement a ouvert deux appels dans le cadre du [Programme de soutien aux projets des ONG](#), pour un montant total de 20 M CZK (800 k€). Les subventions financeront des projets hors investissement, dédiés à la protection de la nature, l'éducation environnementale, la lutte contre le changement climatique et la participation des ONG aux politiques publiques. Les aides couvriront jusqu'à 70 % des coûts, pour des montants compris entre 50 k et 300 k CZK par projet. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 30 septembre 2025.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

Le MZP mobilise 950 M CZK (~38 M€) du programme opérationnel *Transition juste pour l'efficacité énergétique des bâtiments publics dans les régions charbonnières* (Ústí, Moravie-Silésie, Karlovy Vary). Les subventions financeront l'isolation, le remplacement des systèmes de chauffage, la modernisation de l'éclairage, l'installation de panneaux solaires et la gestion de l'énergie, avec un objectif d'au moins 30 % d'économies de consommation d'énergie issue de source fossile.

La plus grande enveloppe revient à Ústí (600 M CZK ; 24 M€), suivie de la Moravie-Silésie (200 M CZK ; 8 M€) et de Karlovy Vary (150 M CZK ; 5 M€). Sur le total, 625 M CZK (25 M€) sont dédiés à la rénovation globale des écoles, hôpitaux, maisons de retraite ou bâtiments administratifs, tandis que 325 M CZK (~13 M€) serviront à moderniser les technologies énergivores (cantines, blanchisseries). L'aide peut atteindre 50 % des coûts éligibles. Les demandes sont ouvertes jusqu'au 6 janvier 2026, et jusqu'au 30 juin pour la région d'Ústí ; via le portail IS KP21+. Les projets devront être achevés d'ici fin 2029.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

Le Ministère de l'Environnement lance un appel de 200 M CZK (~8 M€) pour construire de nouveaux centres d'accueil dans les zones protégées créées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025. L'objectif est de protéger le paysage, de sensibiliser les visiteurs, en soutenant un tourisme durable dans les municipalités environnantes. Les subventions couvriront jusqu'à 70 % des coûts éligibles et les projets devront être achevés d'ici 2029. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 30 avril 2026 via le Fonds national pour l'environnement.

*Plus d'information : communiqué du [MZP](#)*

## SLOVAQUIE

### Guerre en Ukraine

Les 13, 18 et 21 août 2025, l'Ukraine a mené des attaques sur des stations de pompage de pétrole sur le territoire russe, ce qui interrompu les livraisons de pétrole par l'oléoduc Druzhba vers la Slovaquie et la Hongrie. La ministre de l'Economie, Denisa Sakova a rappelé que la Slovaquie disposait des réserves stratégiques pour couvrir les perturbations de longue durée (l'Agence publique dédiée aux réserves stratégiques de pétrole a l'obligation de tenir les réserves à hauteur de 90 jours des importations de pétrole et de produits pétroliers) et que son ministère travaillait à la recherche de routes alternatives par assurer la diversification des sources énergétiques.

### Énergie

Le secteur énergétique a connu une année 2024 très profitable, avec un bénéfice de 1 390 M€ pour le secteur électrique et 709 M€ pour celui du gaz. Pour la deuxième année consécutive, Slovenske elektrarne, principal électricien du pays (détenu à 66% par le groupe tchèque EPH et à 34 % par l'Etat slovaque), est devenu l'entreprise la plus profitable du pays avec un bénéfice à hauteur de 815 M€. Ce dividende est alloué à la construction du quatrième réacteur nucléaire à Mochovce et au désendettement suite à la construction du troisième et du quatrième réacteur.

Les autres sources de profits proviennent de l'exploitation des centrales hydroélectriques de Vodohospodarska vystavba (entreprise publique sous tutelle du ministère de l'Environnement) avec une rentabilité de 50 % en 2024 avec un profit de 163 M€, grâce aux crues de printemps et d'automne.

Enfin, la principale société de gaz SPP a généré un profit de 279 M€ grâce à ses filiales sous contrôle managérial d'EPH (qui garde une partie du bénéfice) : SPP-distribucia pour la distribution de gaz (147 M€) ou encore Eustream pour le transit du gaz (118 M€), ainsi que les sociétés de stockage du gaz Nafta (98 M€) et Pozagas (44 M€).

Le gouvernement a pris la décision de renouveler le bouclier tarifaire pour les ménages en 2026. Même si ce dernier devait être reconduit d'une manière ciblée, le Premier ministre a déclaré que le bouclier devrait couvrir 90 % des ménages, afin de les protéger d'une hausse des prix estimée selon lui à 33 %. L'impact de cette mesure sur le budget est évalué à 435 M€. Le ministère de l'Economie devrait préciser la méthode de désignation des ménages concernés. L'une des pistes envisagées pour financer cette aide serait le recours aux fonds européens. C'est dans ce but que la vice-première ministre et ministre de l'Economie, Denisa Sakova, s'est rendue début de septembre à Bruxelles pour négocier avec la directrice générale de l'énergie à la Commission européenne, Mme Ditte Juul-Jørgensen. Ont été également traités les sujets des prix élevés de l'énergie et l'interdiction des importations de gaz russe à partir de 2028.

## - électricité

Selon le rapport annuel du régulateur national URSO (électricité, gaz, chaleur, eau), l'opérateur Slovenske elektrarne a assuré 67,9 % de la production annuelle d'électricité en 2024, soit 20 611 GWh et 75,4 % de la consommation nationale. Cette dernière a atteint 27 334 GWh, en hausse de 3 %. D'après URSO, cette hausse résulte de la reprise de l'activité économique notamment dans les entreprises énergivores. En ce qui concerne les fournisseurs d'électricité, les trois opérateurs historiques contrôlent 60 % du marché : le fournisseur ZSE avec 26 % (contrôle managérial par le groupe allemand E.On), SSE avec 20 % (contrôle managérial par le groupe tchèque EPH) et VSE avec 14 % (contrôle managérial par le groupe allemand E.On). La part des trois fournisseurs historiques est encore plus dominante dans le cas des ménages (39 % pour ZSE, 27 % pour SSE et 21 % pour VSE).

Depuis le 1er juillet 2025, le fournisseur historique d'électricité en Slovaquie occidentale ZSE et VSE en Slovaquie orientale (tous deux du groupe allemand E.On pour 49% et à l'Etat slovaque pour 51%) ont fusionné pour devenir Energetika Slovensko. Cette nouvelle société fournit de l'électricité, mais aussi du gaz auprès de 1,3 M de clients en Slovaquie. Pour autant, pour rester identifiable par les consommateurs, Energetika Slovensko opérera dans le pays sous les marques ZSE et VSE.

Le 14 août 2025, la société publique Vodohospodarska vystavba (« Œuvres hydrauliques » sous tutelle du ministère de l'Environnement) a relancé la modernisation des turbines de la centrale hydroélectrique de Gabčíkova sur le Danube, après plusieurs annulations d'appel d'offres. En opération depuis 1992, la centrale est dotée d'une puissance installée de 720 MW et de huit turbogénérateurs. Quant au projet « Cunovo 2 », après quatre ans d'évaluation (2021-2025), le ministère de l'Environnement vient de délivrer son autorisation, dans le cadre du processus d'étude d'impact environnemental, pour la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique sur Danube, d'une puissance installée de 10 MW pour 21 000 ménages. La valeur estimée de ce nouveau marché s'élève à 371 M€. L'investissement à hauteur de 50 M€ devrait être porté par l'entreprise publique Vodohospodarska vystavba. Les candidats intéressés peuvent déposer leurs offres jusqu'à 16 septembre. Pour en savoir plus : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/532556-2025>

Pendant les six premiers mois de l'année 2025, les centrales électriques ont produit 14 727 GWh d'électricité (-4,8 % en glissement annuel), tandis que la consommation s'est établie à 13 841 GWh (+2,1 % en g.a.). Le solde est resté positif, mais en décroissance (de 1 899 GWh au premier semestre 2024 à 886 GWh au premier semestre 2025). Les flux sortant se sont dirigés notamment vers la Hongrie (6 759 GWh) et l'Ukraine (1 708 GWh), et les flux entrant étaient en provenance de la Tchéquie (4 787 GWh) et de la Pologne (2 784 GWh).

## - gaz

Selon le rapport annuel du régulateur national URSO (électricité, gaz, chaleur, eau), la consommation de gaz a atteint 47,3 TWh en 2024, en augmentation de 5,1 % en g.a. Pour mémoire, avant l'agression russe en Ukraine, la consommation était de 56,6 TWh (2021). Les

grands consommateurs représentent 57,5 % de la consommation et les ménages 27,2 %. Le groupe public SPP confirme sa première position parmi les fournisseurs du gaz avec une part de 64,5 % du gaz distribué, suivi par MET Slovakia (8,2 %), VSE (6,6 %) et ZSE.

Toujours selon le même rapport, le transit du gaz à travers le territoire slovaque, assuré par la société Eustream (contrôle managérial assuré par le groupe tchèque EPH), s'est établi à 17,8 Mds m<sup>3</sup> en 2024, en hausse de 10,6 % en g.a. Pour mémoire, avant la guerre, le transit culminait à 57 Mds m<sup>3</sup> en 2020, pour une capacité du gazoduc de 90 Mds m<sup>3</sup>.

La société slovaque chargée du transit de gaz Eustream avec son homologue hongrois FGSZ planifient la hausse de la capacité de transport entre les deux pays. En juillet, Eustream a déclaré une hausse de capacité de 3,5 Mds m<sup>3</sup> à 4,38 Mds m<sup>3</sup>, soit approximativement la consommation annuelle de gaz en Slovaquie.

Début septembre 2025, les réservoirs de gaz étaient remplis à 72 % de leur capacité, contre 95 % un an plus tôt, la moyenne européenne étant de 79 %.

## - nucléaire

Le 17 juin, le premier ministre Robert Fico a indiqué que la nouvelle centrale nucléaire de Jaslovské Bohunice de grande puissance (1 200 MW) devrait être construite par l'entreprise américaine Westinghouse. « Nous préparons actuellement un accord intergouvernemental entre la République slovaque et les États-Unis. De notre côté, cet accord a déjà été élaboré et nous attendons la position finale des États-Unis », a déclaré M. Fico. Si les États-Unis acceptent, la signature du contrat pourrait avoir lieu. « Si cette position est adoptée, nous pourrions procéder à la signature d'un accord intergouvernemental, qui permettrait à l'entreprise américaine Westinghouse de construire le nouveau réacteur nucléaire sur le terrain de la centrale nucléaire de Jaslovské Bohunice », a déclaré le Premier ministre.

Le 2 septembre, le Premier ministre slovaque Robert Fico a rencontré le président russe Poutine. L'entretien s'est tenu en marge de la célébration du 80ème anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, organisée par le président chinois Xi Jinping. Lors de cet entretien, Robert Fico a évoqué qu'il saluerait la participation des sociétés russes (Rosatom) au projet nucléaire slovaque qui devrait être attribué à la société américaine Westinghouse.

## - EnR

Premier opérateur de téléphonie mobile en Slovaquie, la société française Orange, poursuit son projet de déploiement des panneaux photovoltaïques pour alimenter ses émetteurs de signal 5G énergivores. A ce jour, une telle solution est appliquée dans 621 cas, même si quelques ralentissements sont à noter, en raison des autorisations préalables nécessaires des propriétaires des bâtiments concernés. La solution solaire a été déjà installée sur tous les pylônes adaptés et dans les bâtiments relevant de la propriété d'Orange. Par ailleurs, Orange installe également des batteries LiON avec les panneaux afin que l'énergie produite soit également stockée et utilisée dans le temps.

Le groupe énergétique français Voltalia, spécialisé dans les énergies renouvelables, a présenté mi-août le projet de construction de deux parcs photovoltaïques dans le pays. Le premier parc, d'une puissance installée de 44,2 MW, devrait faire partie des plus grandes centrales solaires en Slovaquie. Le deuxième parc devrait s'étendre sur 14 h et représenter une capacité de 11,3 MW. Les deux parcs représentent un investissement de 34 M€.

Le 3 septembre, le gouvernement réuni en conseil des ministres a approuvé le projet de loi du ministre de l'Environnement rendant la construction de nouvelles centrales éoliennes plus difficile en Slovaquie. En effet, selon le projet de loi, les municipalités concernées doivent valider une telle construction. Par ailleurs, le gestionnaire du réseau de transmission SEPS, et l'autorité de régulation URSO, doivent également émettre un avis favorable à la connexion au réseau. Le projet de loi doit encore être approuvé au parlement, le gouvernement demande la procédure accélérée de son adoption.

## - chaleur

Selon le rapport annuel du régulateur national URSO (électricité, gaz, chaleur, eau), la fourniture totale de chaleur a atteint 11 594 GWh en 2024, en recul de 7,6 % en g.a. La chaleur était principalement utilisée pour le chauffage et l'eau chaude, surtout à destination de l'utilisation technologique (pour 4 602 GWh soit 39,7% du total) et des ménages (pour 4 139 GWh soit 35,7 %). Quant aux combustibles, le gaz représente 58 %, la biomasse 21 %, le pétrole et l'huile 13 %, et le charbon 5 %.

## Transport

### - routier

Pendant les six premiers mois de l'année, les recettes issues du péage électronique - appliqué aux poids lourds et aux bus - se sont établies à hauteur de 132 M€, en hausse de 3 % en g.a. Ce système est opéré par l'entreprise privée SkyToll (groupe tchèque PPF).

Le consortium Ošč-Ča a remporté l'appel d'offres sur l'autoroute R3 (nord-ouest du pays) pour le tronçon Oščadnica – Čadca. Le consortium formé par Vahostav, Metrostav et Duna Aszfalt a proposé le prix de 230 M€, alors que la valeur estimée était de 306 M€. Il s'agit d'un tronçon de 5,3 km comportant un tunnel (600 m), 21 ponts et 5 km de mur antibruit.

En août, l'Autorité de contrôle suprême a publié son rapport sur les projets d'investissements dans le transport routier. Le rapport déplore que tout processus d'investissement, de la conception à la mise en utilisation dure plus de 14 ans. Selon l'Autorité, la Slovaquie ne devrait pas atteindre ses objectifs 2030 (et souligne aussi un risque pour les objectifs en 2040 et 2050). Sur la période 2025-2030, l'Autorité évalue les besoins de financement pour les projets futurs à 5,6 Mds€, dont 1,1 Md€ seulement couverts par les fonds européens. D'après l'Autorité, l'insuffisance de rénovation et la modernisation renforcent le problème. En effet, si le nombre de ponts reconstruits augmentent depuis 7 ans (11 ponts reconstruits sur les routes nationales entre 2017-2020, et 17 ponts entre 2021-2024), le nombre de ponts en très mauvais état technique a augmenté (de 563 en 2020 à 845 en 2024), soit un pont sur deux. Pendant les années 2021-2024, la construction de nouvelles autoroutes et de voies rapides n'était que de 15 km / an, alors que pour parvenir aux objectifs 2050 il faudrait construire 26 km / an. Le réseau routier comprend 547,7 km d'autoroutes et 320,2 km de voies rapides. Le rapport mentionne que 29 districts sur les 79 au total ne possèdent ni d'autoroute ni de voie rapide dans le pays.

L'interconnexion de la principale l'autoroute de Slovaquie D1 avec le contournement de Bratislava D4 porte ses fruits. En effet, selon les données sur le trafic, l'interdiction de transit des poids lourds par l'autoroute traversant la ville et l'obligation d'emprunter le contournement a réduit le nombre de camions de 65 % sur l'autoroute intramuros cet été.

### - ferroviaire

Une seule société, le consortium tchéco-slovaque Skoda Transportation et ZOS Trnava, a manifesté son intérêt pour l'appel d'offres pour les trains à batteries. La société publique ZSSK a lancé un appel d'offre sur 36 trains électriques à batterie avec une autonomie d'au moins 80 km. L'offre a été envoyée par le consortium tchéco-slovaque Skoda Transportation et ZOS Trnava. La valeur estimée de ce marché étant supérieure à 300 M€, le montant de l'offre n'a pas encore été dévoilé.

En août, l'unité analytique du ministère des Finances « unité coût / efficacité » a publié une analyse très critique de l'emploi au sein de ZSR, société publique chargée des infrastructures ferroviaires. Cette analyse répond aux plusieurs défis de ZSR : la pénurie de la main d'œuvre sur certains sites, la pression sur la hausse des salaires, la faible productivité du travail et le financement public limité. Les analystes du ministère ont identifié plusieurs pistes qui permettraient de redéployer 33 M€ pour augmenter les salaires. L'analyse rappelle que pendant la période 2014-2024, les salaires ont augmenté de 90 % (+782 €), les coûts salariaux de 75 % (+160 M€) pour une inflation cumulée 2014-2024 de 39 %.

Alors que le nombre de salariés a baissé de 9 % en dix ans, les départs à la retraite vont renforcer la pénurie de main d'œuvre à l'avenir, surtout en Slovaquie occidentale : dans les

cinq prochaines années, l'âge de départ à la retraite concernera 2 200 employés (17 % du total). Néanmoins, vu la taille du réseau et du trafic, le nombre d'employés est supérieur de 33 % par rapport à la Hongrie, de 74 % par rapport à la Tchéquie et de 103 % par rapport à la Pologne. En effet, ZSR souffre d'un manque d'automatisation et d'un déploiement inefficace des salariés.

Concernant les économies de 33 M€, il s'agit tout d'abord d'une baisse des cadres et des employés administratifs de 400 personnes. Cette mesure permettrait d'économiser 13,1 M€ grâce à la réorganisation et à la fusion des petits sites. En outre, le ministère recommande la diminution des heures supplémentaires (économie de 10,4 M€) et un meilleur déploiement des salariés (économie de 9,4 M€). Pour améliorer son rentabilité, ZSR devrait investir dans l'automatisation (ie la gestion à distance) à hauteur de 50 M€ / an. A moyen terme, si ZSR pouvait investir jusqu'à 1,5 Md€ dans la gestion à distance, cela permettrait de réduire son personnel de 1 642 employés.

Mi-juillet, la Commission européenne a approuvé le programme slovaque d'aide publique au secteur ferroviaire. Il s'agit d'un soutien de 300 M€ pour l'achat des trains de marchandises. L'aide peut couvrir jusqu'à 50 % les coûts liés à l'achat et s'élève à 200 M€ au maximum par bénéficiaire.

A partir de juillet, les salaires des employés de ZSR ont été valorisés de 4,8 % et une prime extraordinaire de 400 € a été également allouée. La hausse a été négociée lors des discussions entre la direction de ZSR et les syndicats.

Fin août, le ministre des Transports a présenté au gouvernement réuni en conseil des ministres le projet de libéralisation des lignes ferroviaires. Pour mémoire, jusqu'à présent, une seule ligne (Bratislava – Komarno, 100 km dans le sud du pays) a été libéralisée en 2012 et elle est aujourd'hui opérée par le transporteur tchèque Leo Express (contrat jusqu'à 2032). Les autres lignes sont exploitées par la société publique ZSSK, et ce jusqu'à 31 décembre 2030. Le ministère est bien conscient des délais impartis. En effet, le document met en exergue qu'un tel AO doit être notifié au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), un an avant son lancement. Par la suite, le ministère prévoit entre six et douze mois pour le lancement et la réalisation de l'AO, l'opérateur a par la suite de huit à douze mois pour les travaux préparatoires nécessaires au lancement de l'exploitation, par la société choisie. En outre, le ministère prévoit au minimum trois ans pour la livraison des trains. Le ministère envisage la libéralisation en quatre étapes, avec un lancement de l'AO au T4 2026. Les deux premières étapes concernent les lignes locales, régionales et les moins rentables, la troisième étape concernera la libéralisation des lignes internationales les plus lucratives ainsi que la ligne Bratislava – Zilina - Kosice. La quatrième étape concernera la ligne déjà libéralisée Bratislava – Komarno.

### *- aérien*

Fin août, le ministre des Transports a annoncé que l'appel d'offres sur la ligne aérienne entre Bratislava et la deuxième ville du pays Kosice, a été remporté par la société Wizz Air. La ligne devrait être opérée à partir de novembre 2025, avec un prix plancher à 19,99 aller simple. L'Etat a prévu une subvention de 5,2 M€ pour la période automne 2025-printemps 2028. Wizz Air opérera les vols tous les jours, avec une fréquence de deux vols journaliers les lundis et mercredis.

Mi-août, la société aérienne Wlzz Air a annoncé l'ouverture de 13 nouvelles lignes internationales depuis Bratislava. En effet, à partir du 14 novembre 2025, elle va élargir sa base avec deux nouveaux avions (Airbus A321neo) à l'aéroport de Bratislava. Les nouvelles lignes seront ouvertes vers Athènes, Alicante, Barcelone, Malaga, Bâle, Lamezia Terme, Naples, Palerme, Nis, Plovdiv, Varna, Oslo et Bucarest. Les nouvelles lignes devraient apporter 1 M de passagers supplémentaires et l'aéroport devrait donc passer de 2 à 3 M de passagers / an.

En juillet, l'aéroport de Bratislava a enregistré le nombre historique de passagers. En effet, l'aéroport a été fréquenté par 358 898 passagers, nombre bien supérieur aux 349 720 passagers en juillet 2018 (+2,6 en g.a). En juillet, le nombre de vols a atteint 3 391, principalement vers Antalya en Turquie, Londres, Bourgas (Bulgarie), Larnaka (Chypre) et Hurghada (Egypte). Pendant les sept premiers mois, le nombre de passagers s'est établi à 1 234 720 (+16 % en g.a.) et les marchandises à 10 729 tonnes (+65 % en g.a.).

## Environnement

Mi-juillet, le ministre de l'Environnement, Tomas Taraba, a signé un mémorandum avec son homologue italien, Gilberto Pichetto Fratin. Le mémorandum porte sur la coopération dans le cadre de l'utilisation des technologies modernes lors de l'élimination des déchets environnementaux. Le ministre slovaque compte tirer le meilleur profit du savoir-faire italien lors de l'assainissement du site à Vrakuňa (quartier de Bratislava) – lieu d'une décharge pour les produits issus de l'industrie chimique qui menace la nappe phréatique de Bratislava.

La raffinerie Slovnaft (groupe hongrois MOL) a signé mi-août un mémorandum de coopération avec la société slovaque active dans le traitement de l'aluminium et d'autres minerais de fer, pour le traitement des cendres volantes (en suspension). Grâce à ce mémorandum, les cendres seront valorisées matériellement ce qui permettra le retour des matières précieuses, dont l'aluminium, dans le cycle de production de la raffinerie.

## LITUANIE

### Infrastructures

Le ministre de l'Énergie par intérim Žygmantas Vaičiūnas a visité le chantier de la nouvelle sous-station de transformation de Kuprioniškės, construite par l'opérateur lituanien Litgrid. La nouvelle sous-station assurera un approvisionnement en électricité au parc technologique High-Tech Hill et notamment aux entreprises Teltonika, TLT et Semikona. La connexion du parc technologique au réseau est prévue pour août 2027. Le projet prévoit la construction d'un nouveau poste de commutation de 110 kV avec cinq disjoncteurs, l'installation de deux nouveaux transformateurs de 63 MVA et la fourniture d'une puissance maximale de 58 MW. Les nouvelles lignes de câble seront raccordées à la ligne aérienne de 110 kV Vilnius-Vilnia.

### Énergie

#### - EnR

Le ministère de l'Énergie a mis en place des mesures de soutien à l'installation de systèmes de stockage d'électricité de grande puissance. Il est prévu d'installer plus de 4 000 MWh de capacité de stockage d'électricité, afin de renforcer le système énergétique lituanien, en accord avec les objectifs du gouvernement en matière d'énergies renouvelables. L'autorité en charge du financement de ces installations a reçu plus de 50 demandes pour 197 M€. Le succès de ce programme a encouragé le ministère de l'Énergie à allouer 45 M€ de fonds supplémentaires - les subventions publiques financeront en moyenne près de 15% de ces projets dont la valeur totale est estimée à 840 M€.

À l'initiative du ministre de l'Énergie sortant, le gouvernement lituanien a décidé de reporter au 7 octobre le délai de réponse à l'appel d'offres pour le second parc éolien offshore. Cette décision est justifiée par les indications des soumissionnaires potentiels selon lesquels la date limite, initialement fixée au 8 septembre, est insuffisante pour préparer correctement la participation à l'appel d'offres, y compris des évaluations financières, techniques et juridiques détaillées.

Le Conseil national de réglementation de l'énergie a délivré un permis de développement pour un parc solaire à Siauliai, d'une capacité de 4 MW. L'électricité produite sera fournie aux institutions publiques de la ville et aux résidents socialement vulnérables. Le permis de développement a été délivré à l'association « Saulės dominija ».

## Transport

### - fluvial

Un accord a été signé entre l'autorité portuaire de Klaipėda et la municipalité du district de Jurbarkas (centre de la Lituanie), faisant de l'autorité portuaire le locataire d'un des quais. L'accord doit permettre des travaux pour ce port fluvial dont l'autorité portuaire de Klaipėda voit le potentiel pour développer les voies navigables intérieures. Le port fluvial serait un point stratégique pour le transport et le stockage des céréales.

### - ferroviaire

LTG Link, la société de transport de passagers du groupe LTG, prévoit d'acheter de nouveaux trains pour les itinéraires régionaux sur la future ligne Rail Baltica (à écartement européen). L'entreprise lituanienne va pour cela coopérer avec les transporteurs letton Vivi et estonien Elron, avec lesquels une lettre d'intention a déjà été signée. Si les spécifications techniques de ces nouveaux trains sont identiques, chaque opérateur disposera de son propre matériel roulant.

## LETTONIE

### Énergie

Le gouvernement letton a adopté la stratégie énergétique nationale à l'horizon 2050, élaborée par le ministère du Climat et de l'Énergie. La production d'électricité devrait atteindre 25 TWh en 2050, contre 6,6 TWh en 2024, grâce à un mix dominé par l'éolien, le solaire et l'hydroélectricité, complété par le biogaz, la biomasse et l'hydrogène vert. La capacité renouvelable atteindrait 7 500 MW, répartis entre 1 000 MW d'éolien en mer, 2 000 MW de solaire et 4 500 MW d'éolien terrestre. Les investissements attendus (publics et privés) d'ici 2050 s'élèveraient à 34,4 Mds€, principalement consacrés au transport décarboné (34 %), aux nouvelles capacités de production (29 %) et à la technologie et l'efficacité énergétique des bâtiments (13 %). À partir de 2026, un rapport annuel de suivi sera remis au gouvernement. Par ailleurs, une évaluation approfondie de la stratégie aura lieu tous les cinq ans à compter de 2030, en fonction de l'évolution des contextes économiques et géopolitiques.

Le développeur danois d'énergie éolienne Eurowind Energy, associé à l'entreprise allemande Neue Energien, prévoit d'investir d'ici 2032 environ 600 M€ dans la construction de parcs éoliens en Lettonie. Le projet prévoit la construction de cinq parcs éoliens équipés de systèmes de stockage d'énergie par batteries (BESS), pour une capacité totale estimée à 300 MW. Des études de faisabilité sont en cours et une évaluation d'impact environnemental a déjà été lancée.

### - hydrogène

Le projet Nordic Baltic Hydrogen Corridor (NBHC), porté par un consortium des opérateurs des réseaux de transport de gaz incluant Conexus Baltic Grid (Lettonie), Gasgrid Vetyverkot Oy (Finlande), Elering (Estonie), Amber Grid (Lituanie), GAZ-SYSTEM (Pologne), ONTRAS (Allemagne), ainsi que l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA), a obtenu un soutien financier de l'UE à hauteur de 6,8 M€ pour la phase d'étude de faisabilité d'un corridor reliant la production nordique d'hydrogène à partir d'énergies renouvelables aux centres de consommation en Europe centrale, en traversant notamment la Lettonie sur 270 km. Ce financement permettra de mener des études de faisabilité technique, économique et environnementale en vue de la création d'un futur réseau de transport d'hydrogène. Les résultats sont attendus pour le début de l'année 2027 afin de guider les décisions d'investissement. La mise en service du couloir est envisagée pour 2033.

## Infrastructures

La construction en Lettonie a progressé de 7,8 % au premier semestre 2025, selon le Bureau central des statistiques. Cette croissance est largement tirée par le génie civil, en hausse de 33,1 %, grâce notamment aux projets d'infrastructures tels que l'installation de panneaux solaires et les travaux sur les lignes à haute tension. En revanche, la construction de bâtiments a reculé de 2,5 % et les activités spécialisées de 0,6 %.

## Transports

### - aérien

Le 19 août 2025, Erno Hilden, expert finlandais dans l'aviation et la finance, a été nommé au poste de PDG de la compagnie aérienne nationale airBaltic. Erno Hilden a occupé jusqu'à juin de cette année le poste de directeur financier du groupe SAS Scandinavian Airlines, après avoir exercé des responsabilités de haut niveau chez Saudi Arabian Airlines Group et Finnair (CFO, COO et membre du directoire). Pour mémoire, un appel à candidatures a été publié en avril, après la démission de Martin Gauss, qui était à la tête de la compagnie pendant plus de 10 ans.

Le 19 août 2025, le gouvernement letton a approuvé, sur proposition du ministère des Transports, un co-investissement de 14 M€ dans la compagnie aérienne nationale airBaltic. Cette décision intervient en parallèle de l'apport équivalent du groupe Lufthansa, nouvel investisseur stratégique. Avec cette opération, l'État letton entend conserver son rôle d'actionnaire stratégique tout en réaffirmant son soutien à la croissance à long terme et à l'indépendance financière d'airBaltic.

### - maritime

Selon les données du ministère des Transports, le volume total de marchandises transbordées par les ports lettons a connu une forte baisse au cours des dix dernières années, passant de 37,4M t au 1er semestre 2015 à 17,3M t en janvier-juin de cette année. Le volume des marchandises traitées par le port de Riga a diminué 2,5 fois et est passé de 20,6M t au premier semestre 2015 à un peu plus de 8M t au cours des six premiers mois de 2025, tandis que le port de Ventspils a connu une baisse de plus de 70%, soit 13,4M t au 1er semestre 2015 contre 3,9M t en janvier-juin 2025. En revanche, le trafic de port de Liepaja a progressé de 27% en dix ans et a atteint 3,44M t au 1er semestre 2025 (2,7M t en 2015). Au 1er semestre 2025, l'activité portuaire en Lettonie a de nouveau enregistré une baisse de 3,5% par rapport au 1er semestre 2024. Seul le port de Ventspils affiche une croissance de 14,5%, principalement grâce à l'augmentation du trafic des produits pétroliers (+66,5%), de charbon en transit du Kazakhstan (+22,7%) et de transport RO-RO (+20,6%).

### - ferroviaire

Le ministre letton des Transports a déclaré, dans une interview accordée à la télévision publique, que la Lettonie pourrait acquérir trois rames de train pour la ligne ferroviaire Rail Baltica sur le territoire letton, en coopération avec l'Estonie, qui a déjà fait part de son intention d'acheter cinq rames destinées au trafic national. Le prix serait identique à celui fixé pour l'Estonie, soit entre 60 et 75 M€ pour cinq véhicules ferroviaires. L'appel d'offres devrait être lancé cet automne, avec une première livraison prévue au second semestre 2029 et l'ensemble des trains livré d'ici juin 2030.

## ESTONIE

### Energie

#### - énergies renouvelables

La société canadienne Neo Performance Materials (NPM), propriétaire de l'unique usine de transformation de terres rares d'Europe (NPM Silmet) inaugurera à Narva (comté ida-Viru, frontalier de la Russie) le 19 septembre prochain une usine de fabrication d'aimants pour

véhicules électriques et éoliennes, financée par l'UE à hauteur de 14,5 M€. Le site devrait créer jusqu'à 1 000 emplois d'ici 2030, contribuant à la reconversion de la région d'Ida-Viru), historiquement dépendante du schiste bitumineux.

### **- électricité**

L'Estonie et la Lettonie projettent de construire une quatrième interconnexion électrique via l'île de Saaremaa, pour un coût estimé entre 1,2 et 2 Mds€. Ce projet doit renforcer la sécurité d'approvisionnement et intégrer les futurs parcs éoliens offshore. Si la Lettonie insiste sur l'impact sur les prix des consommateurs, l'Estonie met en avant la sûreté du système et la transition énergétique. La décision finale d'investissement est prévue en 2027-2028, après des études d'impact environnemental.

L'été 2025 a été marqué par une flambée des prix de l'électricité : en août dernier, le prix du MWh a quadruplé par rapport au mois précédent, en raison d'une faible production éolienne et de la maintenance de la centrale nucléaire de Loviisa en Finlande, qui alimente en partie le réseau électrique estonien. Cette tension a coïncidé avec la mise à l'arrêt temporaire du câble Estlink 1 pour maintenance annuelle, réduisant de 350 MW la capacité d'interconnexion avec la Finlande. Bien que prévue, cette opération a accentué la volatilité des prix, particulièrement aux heures de pointe.

### **- réseaux et régulation**

Le gestionnaire du réseau de distribution Elektrilevi a alerté sur le vieillissement du réseau, 26 % des installations ayant dépassé leur durée de vie technique. Pour moderniser et accroître la capacité des infrastructures, l'entreprise propose de doubler ses tarifs, ce qui représenterait en moyenne + 12,5€ par mois pour 530 000 clients. Cette demande soulève de fortes interrogations politiques et sociales. En parallèle, le gouvernement a actualisé les attentes adressées à Elering, le gestionnaire du réseau de transport électrique, en fixant comme objectif prioritaire de maintenir un prix final compétitif par rapports aux pays voisins et de réduire son empreinte environnementale.

## **Transport et infrastructures**

### **- mobilité durable**

La transition vers la voiture électrique s'accélère en Estonie : d'ici cinq ans, le parc automobile électrique devrait dépasser les 30 000 véhicules. Pour accompagner cette évolution, l'Agence publique KIK a lancé en août dernier un programme de 900 000 € destiné à financer l'installation de bornes de recharge près des immeubles construits avant mars 2021. Le soutien couvre 4 à 20 bornes lentes ou au moins 2 bornes rapides par projet, avec un financement allant jusqu'à 11 3000 € par borne rapide. Toutes devront fonctionner exclusivement avec des énergies renouvelables, garantissant ainsi une cohérence avec les objectifs climatiques nationaux.

### **- ferroviaire**

L'Estonie et la Lettonie ont réaffirmé fin août leur engagement à achever la ligne principale de Rail Baltica d'ici 2030, malgré des retards et un déficit de financement. Parallèlement, l'Estonie prépare l'acquisition de cinq nouveaux trains à grande vitesse, d'un coût de 60 à 75 M€, principalement pour relier Tallinn au sud du pays, mais pouvant également potentiellement relier Riga. Ces rames, pouvant atteindre 200 km/h et transporter 200 passagers, devraient être livrées en 2029.

Le réseau existant bénéficie également d'investissements : la section Tartu-Reola sera entièrement rénovée en 2026, avec le remplacement des traverses bois par du béton, l'élargissement de l'assiette ferroviaire et la transformation de certains passages à niveau. Toutefois, le secteur ferroviaire est confronté à des tensions financières : la modernisation de certaines lignes (319 M€) a entraîné des retards, des conflits et une baisse de la fréquentation, obligeant l'Etat à recapitaliser l'opérateur Elron.

## - urbain

La ville de Tallinn poursuit la modernisation de ses transports publics en commandant 30 nouveaux bus roulant au gaz naturel pour un coût de près de 11 M€. Ces véhicules remplaceront progressivement les bus diesel les plus anciens. La capitale prévoit également d'introduire de nouveaux tramways et trolleybus électriques, dans l'optique de rendre l'ensemble de ses transports publics neutres en carbone d'ici 2035.

## - maritime

L'Estonie et la Finlande ont lancé début septembre le projet DIGIMARIS, financé à hauteur de 2,9 M€ par le fonds EU Interreg Central Baltic Programme, pour développer des navires autonomes équipés de capteurs de pollution, améliorant la surveillance maritime dans le golfe de Finlande.

## Environnement

L'Etat a fixé de nouvelles attentes pour la gestion durable des forêts à RMK, organisme public en charge de l'administration de près de la moitié des forêts dans le pays. Ces objectifs visent à améliorer la transparence des ventes de bois, investir davantage dans les infrastructures forestières et garantir la résilience des forêts face aux aléas climatiques. Les objectifs financiers sont également ambitieux : RMK doit maintenir une rentabilité stable et reverser 75 % de ses bénéfices sous forme de dividendes à l'Etat, tout en finançant l'innovation et la conservation.

Les subventions dédiées à l'économie circulaire ont été revues à la hausse, avec un taux de financement porté à 70 % des coûts de projet, pour un budget total de 2 M€, financé par l'Union européenne (UE). Ces aides visent à encourager la réutilisation des matières premières, le développement de solutions de partage, ou encore la création de centres de réparation. A l'échelle citoyenne, la campagne World Cleanup Day, qui mobilise chaque année des dizaines de milliers d'Estoniens (63 000 en 2024), se concentrera le 20 septembre prochain sur les petits appareils électroniques, un secteur en pleine croissance et à haut risque environnemental.

# Agenda

<b>18 septembre</b>	<a href="#">27e conférence annuelle sur l'économie, la politique et les relations internationales de l'environnement</a> , Prague
<b>23-25 septembre</b>	<a href="#">New Mobility Congress</a> , 23-25 septembre 2025, Katowice
<b>1er-2 octobre</b>	<a href="#">PRECOP</a> et <a href="#">Energy Days 2025</a> , 1 <sup>er</sup> – 2 octobre, Katowice
<b>6-7 octobre</b>	<a href="#">18th European Nuclear Energy Forum - European Commission</a> , Bratislava
<b>7-10 octobre</b>	Foire internationale de l'industrie de Brno (MSV)
<b>15-16 octobre</b>	<a href="#">Salon de l'énergie moderne</a> , Prague
<b>22 octobre</b>	Conférence <a href="#">Eco-Miasto</a> , Varsovie
<b>24-25 novembre</b>	<a href="#">Forum Mondial sur les énergies renouvelables et la chimie verte</a> , Prague

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : [kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr](mailto:kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr)